

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre



Programme du parti

Pages 8 - 9



Page 2

Liberté et sécurité

La liberté et la sécurité forment la base de notre niveau exceptionnel de prospérité.

N°1

www.udc.ch



Page 3

Initiative sur l'étalement urbain



Les excès d'une bonne idée

Page 7

Accord-cadre avec l'UE



Le chemin de la servitude

Page 14

Frontières



Renforcer la protection des frontières

Superflue & nuisible!

www.initiative-extreme-mitage-non.ch

NON

à l'initiative
extrême
contre le mitage

L'UDC dans les médias



Liberté et sécurité

L'UDC symbolise la liberté et la sécurité. A notre époque marquée par des migrations de populations entières et un mélange des cultures, la sauvegarde de la liberté et de la sécurité exige un combat permanent. La liberté et la sécurité forment la base de notre niveau exceptionnel de prospérité. La liberté et la sécurité sont les garants d'une grande force novatrice et de la création de plus-values de notre classe moyenne, de nos PME. La liberté et la sécurité sont aussi des avantages économiques uniques dont profitent les groupes industriels mondiaux établis en Suisse, créateurs de milliers d'emplois. La liberté et la sécurité figurent donc en tête des actions et objectifs définis par notre programme politique pour la législature à venir.

La vie quotidienne en Suisse est marquée par des trains bondés et des routes surchargées, par des attroupements de requérants d'asile traînant sur les places publiques et dans les gares. Un nombre croissant de travailleurs de plus de 50 ans ne trouvent plus d'emplois et des jeunes diplômés ont toutes les peines du monde à trouver une place de travail à la suite de leur formation. Le canton du Tessin en est un exemple frappant. La libre circulation des personnes, l'immigration incontrôlée, l'absence de contrôles aux frontières, l'intégration insuffisante des requérants d'asile et, partant, l'émergence de sociétés parallèles menacent aussi bien la sécurité que la liberté de notre pays. Aujourd'hui, nous avons un taux de chômage plus élevé que l'Allemagne.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que les thèmes des étrangers et des réfugiés préoccupent le plus les Suissesses et les Suisses, juste après l'avenir de l'AVS et de la santé publique. C'est pourquoi la majorité de la population et des cantons a accepté l'initiative contre l'immigration de masse pour adapter la Constitution fédérale afin que la Suisse puisse à nouveau gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire. Le Parlement ne s'est pas gêné pour inverser complètement l'objectif de l'initiative: la préférence nationale exigée par l'initiative est devenue une préférence étrangère et, pour faire bonne mesure, un office de placement a été créé pour les frontaliers.

L'initiative de limitation déposée par l'UDC au printemps 2018 vise à corriger cette absurdité indicible durant la prochaine législature en éliminant la libre circulation des personnes pour garantir durablement la liberté et la sécurité de la Suisse.

Albert Rösti

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse

Les excès d'une bonne idée

Je suis un agriculteur, un homme de la terre. C'est dire combien je suis sensible au maintien des terres agricoles, à l'équilibre d'une densification de nos habitats. Cela ne m'empêchera pas, le 10 février prochain, de refuser l'initiative des Jeunes Verts « Stopper le mitage – Pour un développement durable du milieu bâti ». Parce que cette « bonne idée » contient, en fait, de très nombreux excès.



A l'avenir, les logements resteraient chers, car l'initiative sur l'étalement urbain gèlerait les zones à bâtir.

Avec leur initiative, les Jeunes Verts vont figer le paysage suisse d'aujourd'hui... Déclasser une zone à bâtir ne serait uniquement possible que si une surface équivalente est reclassée en zone agricole ! Une proposition qui ne tient pas compte de l'évolution démographique de notre pays et de son développement économique. Excessif.

Une autre exigence aurait de lourdes conséquences pour notre paysannerie : les constructions destinées à l'agriculture dépendantes du sol seraient les seules autorisées. Donc, plus d'élevages de poulets, poules, dindes ou cochons... Notre pays serait condamné à importer pareils produits ! Excessif.

Offrir une protection absolue des terres cultivables, selon l'initiative, restreint le

droit de propriété dans la construction de logements. Cela fera exploser les prix des terrains constructibles et donc renchérir le logement. Excessif.

L'initiative adoptée conduirait à un gel général et illimité des surfaces de zones à bâtir : voilà qui créera des inégalités entre cantons. Car les cantons qui ont déjà moult zones constructibles seraient favorisés par rapport à ceux qui, jusqu'à maintenant, ont développé pareilles zones avec parcimonie. Notre pays vit (bien) grâce à ses structures politiques décentralisées : chaque canton est différent, a des besoins particuliers. L'initiative nivelle tout et mélange cantons de montagne et cantons urbains. Excessif.

Enfin, n'oublions pas que le peuple souverain vient de réviser la Loi sur l'aménagement du territoire : une LAT

qui, depuis 2014, prévoit déjà les instruments nécessaires pour garantir une utilisation mesurée du sol. Attendons que cette révision de la LAT porte ses fruits et travaillons, avec les prochaines révisions, à un aménagement du territoire intelligent et cohérent entre les cantons. Et non – comme cette initiative – excessif.

Oui à la raison et au pragmatisme. Non aux excès, non à l'initiative des Jeunes Verts !

*Pierre-André Page
Conseiller national
Châttonnaye (FR)*



4 Perspectives pour l'année présidentielle



Le conseiller fédéral Ueli Maurer est confiant quant à son année présidentielle.

Nous ne pouvons pas nous permettre de marquer un temps d'arrêt en politique

Nous pouvons, au seuil de l'année 2019, constater avec satisfaction que la Suisse va bien. Ce que nous avons réalisé est durable et repose sur une bonne base afin de pouvoir également maîtriser le futur. Cela ne signifie toutefois pas que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers. Le petit pays qu'est la Suisse affronte en effet de gros défis, qui nécessitent un effort supplémentaire.

Un regard au-delà de nos frontières suffit pour constater que nous vivons une époque de turbulences. Même les puissants de ce monde semblent parfois ne plus savoir où ils vont. Et dans le doute, ils misent simplement sur des recettes que nous considérons depuis longtemps comme complètement dépassées. Le fait que, par exemple, le protectionnisme connaisse un regain d'intérêt à une époque marquée par la globa-

lisation devrait nous interpeller. La force des plus puissants a retrouvé aujourd'hui une place plus importante qu'il y a quelques années encore.

Une pression internationale en hausse

La Suisse sent déjà souffler un vent menaçant. L'épée de Damoclès que représentent les listes noires est devenue un instrument apparemment accepté pour imposer ses intérêts

et ses prétentions de pouvoir. Autre exemple: bien que nous remplissions toutes les conditions légales pour l'obtenir, l'équivalence boursière ne nous sera accordée que si la Suisse se montre conciliante en vue d'une reprise dynamique du droit européen.

La concurrence entre les places économiques est saine et promeut la croissance, pour autant bien sûr que tous les protagonistes luttent

à armes égales. La Suisse avait de bonnes cartes à jouer jusqu'ici. Et nous avons bien su les utiliser, comme le montrent notre niveau de bien-être, notre économie et le bon fonctionnement de notre Etat social. Mais nous devons lutter davantage également là où il s'agit pourtant «simplement» de conserver notre compétitivité. Lorsque par exemple des places concurrentes comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou encore la Chine baissent leurs impôts sur les sociétés, nous ne pouvons pas rester sans rien faire si nous voulons conserver nos places de travail et nos revenus fiscaux.

La Suisse doit rester la Suisse

Le projet de réforme fiscale et de financement de l'AVS (RFFA) nous donne l'opportunité de regagner à nouveau du terrain dans ce domaine et de renforcer notre compétitivité par rapport aux pays étrangers. Si nous ne profitons pas de cette occasion, alors cela nous ramènera plusieurs années en arrière. Le couplage de la partie fiscale avec un préfinancement de l'AVS décidé par le Parlement en vue d'introduire une réforme radicale de cette assurance sociale n'a rien à voir avec



Le conseiller fédéral Ueli Maurer est favorable à l'égalité de traitement et au standard économique suisse.

un «deal», mais est né du besoin de faire profiter aux plus larges tranches de population possibles de cette réforme. Elle s'explique également par la volonté de trouver un compromis viable dans l'intérêt de la chose.

C'est cette capacité de faire des compromis qui nous a toujours aidés à avancer, voire même à éliminer les blocages. Il vaut dès lors la peine, en ces temps agités, de revenir aux racines qui nous rendent fiers. Parmi les valeurs typiquement suisses, je retiendrai, outre la disposition à faire des compromis, la dé-

mocratie directe, le fédéralisme ou encore un sain scepticisme à l'égard des puissants – qu'ils agissent depuis l'extérieur ou qu'ils tentent de se mêler de nos affaires internes. A cela s'ajoutent des vertus individuelles comme l'application, la ponctualité, la curiosité ou encore l'inventivité.

Continuons à rédiger des histoires de réussite

Je suis convaincu que si nous cultivons à nouveau de telles vertus, nous parviendrons également à maîtriser les défis que se présentent à nous aujourd'hui. La population attend de nous autres politiciens que nous soyons prêts à trouver, au-delà des intérêts partisans, des solutions pour les problèmes auxquels nous sommes confrontés. C'est la raison pour laquelle nous devons nous ressaisir et retrousser nos manches! Avec cette détermination doublée de la sérénité nécessaire et d'une ténacité à toute épreuve, nous parviendrons à écrire un nouveau chapitre de l'histoire de la Suisse, et ce, malgré les changements radicaux qui nous touchent.



Dans une époque mouvementée, il vaut la peine de s'arrêter et de commencer par revenir à nos valeurs.

*Ueli Maurer
Conseiller fédéral
Wernetshausen (ZH)*



Plus pour la Suisse moins pour l'étranger

La Confédération dépense toujours plus pour l'étranger et toujours moins pour les Suissesses et les Suisses. Il faut que cela change, il faut garantir les rentes AVS, et ce, sans nouveaux impôts ou taxes. Des quelque 5 milliards de francs dépensés chaque année par la Confédération pour l'asile et l'aide au développement, il faut qu'au moins un milliard passe dans les caisses de l'AVS.



Les recettes fiscales doivent d'abord profiter aux citoyens. L'AVS doit donc être assurée aux dépens de l'aide au développement.

L'immigration nette a été six fois plus élevée en 2018 avec plus de 50'000 personnes – soit la ville de Bienne en une année – que ce que le Conseil fédéral voulait nous faire croire lors de la votation sur la libre circulation des personnes. La préférence indigène demandée par le peuple a été transformée en préférence étrangère par une alliance PS-PLR. Le chômage en Suisse est, avec 4,8 pour cent, supérieur à celui qui règne en Allemagne.

Immigration et coûts additionnels

L'immigration coûte des sommes énormes en contributions sociales, frais d'intégration et pour le développement des infrastructures. Les primes des caisses maladie et les loyers augmentent, les chômeurs de plus de 50 ans ne retrouvent pratiquement plus de travail, tandis que l'affluence dans les trains et sur les routes ne cesse de croître. La caisse de l'AVS présente un trou important. Les seuls coûts de l'aide sociale ont augmenté de 1,7 milliard de francs en 2005

à 2,7 milliards en 2016, augmentation qui s'explique en particulier par de nouveaux groupes d'ayants droit, comme les travailleurs de plus de 50 ans ou les migrants peu ou mal formés. Actuellement, quelque 345'000 personnes dépendent de l'aide sociale – ce qui équivaut au nombre d'habitants du canton du Valais. Ne sont pas encore pris en compte ici les demandeurs d'asile qui sont venus en Suisse ces 5 à 7 dernières années, étant donné que ces derniers n'apparaissent que dans les comptes de la Confédération. Mais là aussi les dépenses sociales pour l'asile ont dépassé le seuil des 2 milliards de francs.

La Confédération paie au total chaque année près de 5 milliards de francs pour l'asile et l'aide au développement. C'est plus qu'elle ne dépense pour la sécurité des personnes en Suisse et même deux fois plus que ce que coûte l'agriculture de notre pays. A cela s'ajoute encore le deuxième milliard de cohésion pour l'UE, qui doit être suivi par d'autres.

En bref, la Suisse paie toujours plus pour l'étranger et l'assistance des migrants sociaux du monde entier. Parallèlement, l'argent fait défaut chez nous pour garantir les rentes AVS de la classe moyenne laborieuse, qui doit payer, via ses impôts et ses déductions salariales, les sommes généreuses versées à l'étranger et pour l'asile.

La volonté des électeurs est notre priorité

Tout ceci est inacceptable. L'initiative de limitation de l'UDC veut faire en sorte que la Suisse puisse enfin gérer l'immigration par elle-même et comme elle l'entend. Mais cela ne suffit pas: il faut également de nouvelles priorités dans le domaine de l'utilisation des moyens financiers de la Confédération. Nous voulons assurer les rentes AVS sans nouveaux impôts ou taxes. C'est la raison pour laquelle l'aide à l'asile et au développement doit être réduite de un milliard de francs au moins par année au profit de l'AVS. Le bureau de la direction du parti a décidé de créer un groupe de travail chargé de cette question, groupe placé sous ma direction. Nous proposerons d'ici la fin avril des mesures concrètes pour la mise en œuvre de ce transfert financier.

*Adrian Amstutz
Conseiller national
Sigriswil (BE)*



Le chemin de la servitude

Le mensonge le plus éhonté proféré par des cercles intéressés à diffuser des fausses rumeurs sur la politique européenne de la Suisse est l'affirmation selon laquelle l'accord-cadre institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne, qui est désormais sur la table, est la «voie bilatérale la plus sûre». La Suisse peut et doit construire la relation bilatérale avec l'UE sur un pied d'égalité, et rejeter cet accord afin de ne pas tomber dans la servitude.



L'accord-cadre avec l'UE n'est pas la poursuite, mais la mort de la «voie bilatérale».

L'idéalisation des relations suisses avec l'Union européenne sous la forme de cette «voie royale bilatérale» a toujours eu un côté trop apprêté, trop enjolivé. Et comme beaucoup d'histoires qui parlent de rois, on tombe rapidement dans le conte. Le fait suivant est de notoriété publique: il y a exactement 10 ans, l'Union européenne, impatiente face à l'adhésion à l'UE que laissait entrevoir notre diplomatie, adhésion qui ne se traduira finalement pas dans les faits, déclarait terminée la voie bilatérale.

À la mi-décembre 2008, le Conseil de l'UE a demandé sur un ton aussi autoritaire que tranchant l'adaptation «dynamique» des accords bilatéraux au droit européen qui ne cesse d'être développé ainsi qu'une nouvelle contribution à la cohésion.

La voie bilatérale a atteint ses limites, disait-on à l'époque.

Un accord colonial oppressant

Le présent accord-cadre prévoit à l'article 10 une soi-disant «adaptation dynamique» du droit suisse au droit européen. Cette adaptation est toutefois de facto un alignement automatique et unilatéral sur le droit UE. C'est juste: l'accord-cadre prévoit des possibilités théoriques de référendum et même un tribunal arbitral, mais ce même tribunal devrait également décider sur la base des tribunaux de l'UE, tandis que les référendums pourraient avoir des conséquences fâcheuses (sanctions) s'ils ne devaient pas aller dans le sens de l'Union européenne. Ce mécanisme de sanctions («des mesures de compensation») prévoit expressément à l'article 10 alinéa 6 la possibilité d'une

guillotine, laquelle peut se traduire par la suspension des conventions bilatérales («la suspension de tout ou partie d'un ou des accords concernés»). Décision prise par des tiers et non pas autodétermination, asservissement et non pas égalité des droits: l'accord institutionnel n'est donc nullement une voie royale. Oliver Zimmer, suisse et professeur d'histoire à Oxford, résume la situation comme suit dans la NZZ: «Celui qui considère l'accord cadre avec l'UE comme un compromis pratique soit la politique de l'autruche, soit il a perdu son boussole politique.»

*Roger Köppel
Conseiller national
Küssnacht (ZH)*



8 Programme du parti



Thomas Aeschi
Conseiller national (ZG)

« L'immigration excessive menace notre liberté, notre sécurité, notre plein emploi et notre paysage. Nous devons pouvoir gérer nous-mêmes l'immigration, c'est la raison pour laquelle, dans notre nouveau programme politique, nous nous engageons à l'UDC pour la liberté et la sécurité. »

Le nouveau programme politique de

La liberté et la sécurité ont fait avancer la Suisse, notre Patrie. L'UDC continue à s'engager avec ténacité pour ces valeurs. Voilà pourquoi la liberté, la sécurité et la patrie occupent une place prépondérante dans notre programme politique pour la législature 2019–2023. Une place centrale en raison notamment du fait que ces mêmes valeurs sont menacées par une immigration incontrôlée. L'UDC Suisse a présenté son nouveau programme politique le 10 janvier à Berne, dans le cadre d'une conférence de presse.

« Nous voulons être libres, comme l'étaient nos pères. » Le message du Pacte fédéral de 1291 est toujours valable pour la Suisse aujourd'hui. Sans liberté, il n'y a pas d'autodétermination, et sans sécurité, il n'y a pas de bien-être. Notre liberté ne va pourtant pas de soi. Elle doit être sans cesse défendue contre les pressions extérieures, mais aussi intérieures. Contre toutes les forces qui cherchent à placer les citoyennes et les citoyens sous tutelle et affaiblir notre démocratie directe. C'est avec ce message on ne peut plus clair que le président du parti Albert Rösti, la vice-présidente Céline Amaudruz, le responsable du programme Peter Keller et le président du groupe parlementaire UDC Thomas Aeschi ont présenté le nouveau programme politique, le 10 janvier à Berne. Un programme qui définit quelque 260 objectifs, demandes et engagements dans les 23 domaines thématiques les plus importants pour la Suisse, et qui constituent la base de la politique de l'UDC pour ces quatre prochaines années.

Seule l'UDC s'efforce de corriger le mauvais cap

La garantie de la liberté et de la sécurité serait en fait la tâche essentielle de l'Etat, mais celui-ci ne s'en soucie guère aujourd'hui. La non-application de cer-

taines décisions du peuple, la constante reprise du droit de l'Union européenne, les freins à la liberté d'opinion et le diktat du politiquement correct sont autant de signes révélateurs de l'émergence d'une prétendue élite politique que la démocratie directe semble gêner. Unique parti à combattre inlassablement ce développement pour le moins dangereux, l'UDC s'engage depuis plus de cent ans en faveur d'une Suisse dont les citoyens peuvent décider librement de leur avenir.

« L'Etat ne doit pas se mêler de tout et mettre les individus sous tutelle », déclare le responsable du programme politique, Peter Keller. « Nous voulons une Suisse libre, nous voulons des citoyennes et des citoyens aussi libres que possible, nous voulons offrir aux entreprises des conditions cadres optimales, afin qu'elles puissent contribuer à la prospérité et au bien-être. »

L'économie de libre marché est le meilleur garant pour des emplois sûrs. « Nous vivons toutefois aujourd'hui dans une sorte de semi-détention », dit encore Keller, qui se réfère en l'occurrence au carcan toujours

plus étouffant fait de prescriptions, de règlements, d'ordonnances et de lois. « Nous trimons pendant un semestre pour l'Etat, pour honorer tous les prélèvements obligatoires qui nous sont imposés. » Selon la méthode de calcul internationale, le « jour de libération fiscale » en Suisse est la première moitié de juillet (source: Avenir Suisse, 2015). « Nous sommes maintenant en janvier. Sachez donc que vous ne travaillerez pas pour votre portemonnaie ces six prochains mois. »



"Nous voulons être libres comme nos pères." Le encore aujourd'hui à la Suisse et constitue l'un parti de l'UDC.

« La classe moyenne est la colonne vertébrale de notre société, c'est la raison pour laquelle il est nécessaire de stopper de toute urgence la charge croissante que représentent les impôts, les taxes et autres prélèvements. »



Céline Amaudruz
Conseillère nationale (GE)

L'UDC: pour une Suisse libre et sûre

L'UDC lutte contre l'immigration incontrôlée

Dans l'ensemble, la Suisse se porte plutôt bien aujourd'hui. Mais cela peut rapidement changer, comme l'affaiblissement de l'économie qui se dessine d'ores et déjà nous le montre. Cette menace n'empêche pas la gauche de réclamer dans son dernier programme économique des réformes hostiles à l'économie comme la semaine de 35 heures sans baisse du salaire, six semaines de vacances pour tous ou encore un congé parental d'au moins 38 semaines. Pour financer ce programme, le PS entend bien évidemment puiser dans la poche des contribuables. «Une fois de plus, on veut saigner la classe moyenne qui travaille durement pour vivre», constate Albert Rösti, président de l'UDC Suisse. Il s'agit là d'un développement dange-

reux, comme l'a souligné la vice-présidente Céline Amaudruz, en se référant aux manifestations des Gilets jaunes en France voisine: «La classe moyenne est la colonne vertébrale de notre société, c'est la raison pour laquelle il est nécessaire de stopper de toute urgence la charge croissante que représentent les impôts, les taxes et autres prélèvements.» L'Etat doit réduire ses dépenses, en particulier dans le domaine social. Entre 2000 et 2016, les dépenses sociales sont passées de 14 à 22,6 milliards de francs par année, ce qui représente une augmentation de plus de 50 pour cent. Affirmer comme le fait la gauche que nous assistons au démantèlement de l'Etat social c'est donner dans l'alarmisme populiste, dit Amaudruz. «Etant donné que le travail est la meilleure arme contre la pauvreté, l'UDC attache une importance toute particulière à la création de postes de travail.» Etant donné que la sécurité de l'emploi est également menacée par les conséquences de l'accord institutionnel prévu et la libre circulation des personnes, l'UDC continue à lutter pour une gestion autonome de l'immigration. Cela signifie également une meilleure protection pour les travailleurs plus âgés, dit encore Rösti.

L'UDC lutte contre les prix élevés des carburants et les expériences scolaires

Le nouveau programme politique montre en outre que

l'UDC est le seul parti à avoir le courage de s'attaquer aussi à des problèmes politiquement épineux. Notre parti s'engage par exemple non seulement en faveur des automobilistes en dénonçant l'excès des amendes, les prix des carburants trop élevés et le subventionnement transversal des transports publics par les usagers de la route. L'UDC s'engage également pour une école primaire forte et s'oppose à des expériences scolaires nuisibles et irréalistes, comme l'écriture phonétique.

Les citoyennes et les citoyens peuvent compter sur l'UDC

L'UDC dénonce dans son nouveau programme politique ce que beaucoup de Suissesses et de Suisses pensent, à savoir que la Suisse doit renforcer son autodétermination, son indépendance et ses atouts économiques pour mieux résister aux tentatives de chantage de la part de Bruxelles.

L'UDC assume pleinement la responsabilité de la Suisse, notre Patrie, et ce non seulement dans les grands centres, mais également et surtout dans les régions périphériques. «Les citoyennes et les citoyens peuvent compter sur nous – nous nous engageons de toutes nos forces pour une Suisse libre et sûre», déclare Peter Keller, responsable du programme politique.

Elle adoptera définitivement le nouveau programme politique lors de son congrès qui aura lieu à Gossau, le 26 janvier 2019.



message de la Lettre fédérale de 1291 s'applique des points centraux du nouveau programme du

L'UDC Fribourg : motivés et impliqués



Les trois vice-présidents de l'UDC Fribourgeois, Christophe Blaumann (président de commission sociale), Adrian Brügger (député de la Singine) et Sébastien Bossel (conseiller général à Bulle).

Nous sommes 3 vice-présidents, avec des forces complémentaires. Sébastien Bossel est conseiller général à Bulle et avocat, Adrian Brügger est conseiller général à Guin, député et maître-agriculteur et moi-même, Christophe Blaumann, président de commission sociale et collaborateur au service public de l'emploi. Nous pouvons également compter sur 8 président/es de section et une présidente des jeunes UDC. Fort de nos 26% d'électeurs sur le canton de Fribourg, nous avons les forces vives pour rester le 1er parti du canton.

Un grand honneur pour l'UDC fribourgeoise en cette année 2019 est l'élection de Roland Mesot à la présidence du Grand conseil. Nos 21 députés auront au niveau cantonal de nombreux objets à défendre en 2019, dont la loi sur le personnel de l'Etat, la loi sur le tourisme, celle sur les activités scolaires et la modification de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

Au niveau national, en 2019 notre plus grand défi sera les élections fédérales. Pour l'UDC fribourgeoise notre responsabilité est d'amener et concrétiser notre succès de 2015, soit au minimum conserver nos 2 sièges au conseil national. Deux mots clés : motivation – implication - de toutes et tous dans la même direction avec nos candidat(e)s de l'UDC-FR et des jeunes UDC.

PUB

Superflue & nuisible!

www.initiative-extreme-mitage-non.ch

NON
à l'initiative
extrême
contre le mitage

Pascal Dessauges désigné candidat au Conseil d'Etat vaudois

Jeudi dernier à Ecublens, les délégués de l'UDC Vaud ont désigné Pascal Dessauges candidat à l'élection complémentaire au Conseil d'Etat. Par 89 voix contre 53 (1 abstention), le préfet du Gros-de-Vaud a été choisi pour mener campagne et permettre au parti de revenir au sein du gouvernement.

Devant plus de 140 délégués, Pascal Dessauges a convaincu l'assemblée par sa connaissance du terrain et sa faculté à rassembler une large base électorale. Véritable homme d'exécutif, il présente toutes les qualités et l'expérience politique pour briguer un mandat au Conseil d'Etat.

Au bénéfice d'une maîtrise fédérale agricole, Pascal Dessauges (54) a été membre de la Constituante, municipal puis syndic de Naz, reprenant en parallèle la direction du parti cantonal durant deux ans. Il a ensuite été élu à la Préfecture de Morges puis à celle du Gros-de-Vaud. Colonel à l'armée, ce père de trois enfants est également actif dans de multiples sociétés locales.

Dans son discours, Pascal Dessauges a souligné l'importance de retrouver une majorité de droite au gouvernement afin de mettre fin à une politique confiscatoire qui a assez duré. Conscient des nombreux défis qui



Pascal Dessauges, candidat UDC à l'élection complémentaire au Conseil d'Etat.

responsable et réaliste qui garantira une bonne santé financière au Canton, notamment en donnant plus de marge de manoeuvre aux communes. En ce qui concerne la politique d'asile, le candidat s'est indigné que notre Canton perde des millions à cause du manque d'assiduité dans le renvoi des étrangers déboutés. Pascal Dessauges s'est dit touché du soutien et de la confiance des délégués,

auxquels il promet de tout mettre en oeuvre pour reprendre la majorité de droite au Conseil d'Etat. Il souhaite que cette campagne soit celle de tout le parti.

Désireux d'être au plus proche des besoins de la population vaudoise, Pascal Dessauges sera présent sur le terrain lors de nombreuses manifestations sur l'ensemble du territoire cantonal.

Au bénéfice de toutes les qualités et de l'expérience politique d'un homme d'exécutif, Pascal Dessauges présente un profil fédérateur. Il incarne l'espoir d'un basculement de majorité tant attendu qui permettra à notre canton d'aborder l'avenir de façon plus sereine. L'occasion est trop belle pour que nous passions à côté. Offrons aux vaudoises et aux vaudois le gouvernement qu'ils méritent. Aujourd'hui, même les électeurs de droite les plus modérés en ont assez de la machine à dépenser qu'est devenu le gouvernement vaudois. Pour le bien de notre canton, ceux-ci doivent se montrer prêts à voter un UDC rassembleur rétablissant ainsi une certaine cohérence au sein de notre exécutif.

Persuadée de tenir le candidat idéal pour faire basculer le gouvernement à droite, l'UDC Vaud se battra jusqu'au bout pour que cette campagne soit victorieuse !

« Offrons aux Vaudoises et aux Vaudois le gouvernement qu'ils méritent. »

l'attendent, notamment dans le domaine de la santé, le candidat souhaite fédérer la droite autour d'une politique

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Patrice Piquerez | Crédit images: Schweizer Parlament, UDC Suisse

Superflue & nuisible!

“ Non à l'initiative extrême contre le mitage, parce qu'elle fera grimper les prix des logements locatifs et en propriété. ”



Céline Amaudruz
Conseillère nationale UDC/GE



www.initiative-extreme-mitage-non.ch
Fédération romande immobilière, Rue du Midi 15, 1003 Lausanne



Superflue & nuisible!

“ Non à l'initiative extrême contre le mitage, parce qu'elle donnera les pleins pouvoirs à la Berne fédérale pour gérer le territoire. ”



Jean-Pierre Grin
Conseiller national UDC/VD



www.initiative-extreme-mitage-non.ch
Fédération romande immobilière, Rue du Midi 15, 1003 Lausanne



VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à franc-parler@udc.ch.

LES NOUVEAUX MODELES SPECIAUX SUZUKI PIZ SULAI® 4 x 4

NEW SUZUKI SX4 S-CROSS PIZ SULAI® 4 x 4

DES Fr. 27 490.- OU DES Fr. 207.-/MOIS

BOOSTERJET

NEW SUZUKI SWIFT PIZ SULAI® 4 x 4

DES Fr. 20 490.- OU DES Fr. 138.-/MOIS

(HYBRID)

NEW SUZUKI IGNIS PIZ SULAI® 4 x 4

DES Fr. 19 490.- OU DES Fr. 123.-/MOIS



ROULER SUZUKI, C'EST ECONOMISER DU CARBURANT: New Suzuki SX4 S-CROSS PIZ SULAI® 4 x 4, boîte manuelle à 6 rapports, 5 portes, Fr. 27 490.-, consommation de carburant normalisée: 6.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 141 g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 33 g/km; New Suzuki Swift PIZ SULAI® 4 x 4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 20 490.-, consommation de carburant normalisée: 4.9l/100km, catégorie de rendement énergétique: E, émissions de CO₂: 112 g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 26 g/km; New Suzuki Ignis PIZ SULAI® 4 x 4, 5-Gang manuel, 5 portes, Fr. 19 490.-, consommation de carburant normalisée: 5.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 118 g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 27 g/km; **photo grand format:** New Suzuki SX4 S-CROSS PIZ SULAI® Top 4 x 4, boîte manuelle à 6 rapports, 5 portes, Fr. 31 490.-, consommation de carburant normalisée: 6.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 141 g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 33 g/km. New Suzuki Swift PIZ SULAI® Top Hybrid 4 x 4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 23 190.-, consommation de carburant normalisée: 4.4l/100km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO₂: 101 g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 23 g/km. New Suzuki Ignis PIZ SULAI® Top 4 x 4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 21 490.-, consommation de carburant normalisée: 5.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 118 g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 27 g/km; émissions moyennes de CO₂ de tous les modèles de véhicules neufs immatriculés en Suisse: 137 g/km.



Conditions de leasing: durée 24 mois, 10 000 km par an, taux d'intérêt annuel effectif de 0.9%. Assurance tous risques obligatoire, acompte spécial: 30% du prix de vente net. Le taux d'intérêt du leasing dépend de la durée. Votre revendeur spécialisé officiel Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de leasing individuelle adaptée à vos besoins pour la Suzuki de votre choix. Le partenaire pour le leasing est la Multilease AG. **Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.**

Piz Sulai
Avantages client jusqu'à:
Fr. 2 100.-
Série spéciale limitée,
jusqu'à épuisement du stock

Le N°1 des compactes



www.suzuki.ch

Empêcher l'exportation induue de prestations sociales et la discrimination des familles suisses

Chaque année, des millions de francs sont versés dans la zone euro au titre d'allocations familiales. Il serait possible à l'avenir, moyennant une solution simple, de verser des allocations, qui sont conformes à la libre circulation des personnes, adaptées au pouvoir d'achat. On pourrait ainsi corriger l'avantage dont bénéficient les frontaliers et les résidents de courte durée originaires de pays de l'UE et de l'AELE par rapport aux familles suisses.

Les allocations familiales sont de loin les dépenses sociales les plus importantes en lien avec la libre circulation des personnes. Près de 420 millions de francs sont versés chaque année à ce titre dans la zone euro, en particulier pour des enfants vivant à l'étranger de frontaliers et de résidents de courte durée. Bien que largement financées par les cotisations salariales, il n'est guère concevable que l'enfant d'une personne au bénéfice d'un permis de courte durée dont l'enfant vit en Pologne reçoive les mêmes prestations qu'un enfant qui vit dans un pays comme la Suisse où les coûts de la vie sont nettement plus élevés. Les allocations familiales n'ont pas été créées pour financer des familles, mais pour alléger leur fardeau. Logiquement, l'exportation des allocations familiales devrait tenir compte des coûts effectifs de la vie.

Dérogation au droit étranger

Ceci est en fait également réglé de cette façon par la loi fédérale sur les allocations familiales en vigueur, à savoir: le montant des allocations pour enfants à l'étranger est établi en fonction du pouvoir d'achat du pays de domicile concerné. **Les accords internationaux passés avec les États membres de l'UE et de l'AELE minent toutefois le droit fédéral.**

Nous devrions donc inverser la tendance : une intervention que j'ai déposée – qui a déjà passé l'examen préliminaire de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique – demande de réduire de 200 francs, respectivement de 250 francs par mois, à 100 francs les montants minimaux prévus par la loi pour les



Les allocations familiales devraient être conformes à la libre circulation des personnes et adaptées au pouvoir d'achat.

allocations familiales et les allocations de formation. Les enfants et les adolescents qui vivent en Suisse doivent quant à eux recevoir un supplément de 100 francs par mois, afin de compenser les inconvénients dus au pouvoir d'achat. Cette solution permettra de ne pas toucher les accords internationaux et tous les travailleurs seraient logés à la même enseigne. Les Suisses continueraient à recevoir les mêmes allocations que jusqu'ici et ne seraient plus désavantagés par rapport aux étrangers, ce qui est très important. Ces derniers recevraient donc désormais pour leurs enfants vivant au pays des sommes adaptées aux conditions qui y règnent.

L'Autriche en tête

L'adaptation au pouvoir d'achat, respectivement l'indexation des prestations, est également un thème qui n'a pas manqué d'être soulevé dans plusieurs pays de l'UE. En octobre dernier, le Conseil national autrichien a approuvé une in-

dexation des allocations familiales afin de structurer ces dernières de manière plus équitable. Ce même Conseil national constate dans son argumentation que les dépenses de la vie courante en Europe varient considérablement d'un pays à un autre. Même une fois indexée, la somme effectivement versée au titre d'allocations familiales serait encore supérieure aux allocations familiales servies dans le pays concerné. C'est ainsi qu'un Roumain qui travaille en Autriche recevra pour son enfant resté en Roumanie, après indexation, un montant six fois supérieur aux allocations familiales que touchent ses compatriotes domiciliés dans son pays d'origine. Il en va de même chez nous en Suisse. Nous devons agir de toute urgence!

*Yves Nidegger
Conseiller national
Genève (GE)*



Renforcer la protection des frontières

Une protection des frontières renforcée signifie plus de sécurité dans le pays. La protection insuffisante des frontières suisses depuis Schengen est depuis des années l'une des mes préoccupations politiques les plus urgentes. La motion que j'ai déposée au Conseil national concernant l'augmentation des effectifs des gardes-frontière a été acceptée à une large majorité. Un premier pas important.



Le développement du Corps des gardes-frontières conduit à une plus grande sécurité aux frontières suisses.

En tant que membre de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national, je serai informée régulièrement de la situation aux frontières et de l'état du Corps des gardes-frontière (Cgfr). Criminalité en bandes organisées, contrebande, migration irrégulière et illégale, trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains – d'individus dangereux notamment – sont des problèmes graves, auxquels le Corps des gardes-frontières (Cgfr) est confronté.

Le déplacement des gardes-frontière aux endroits actuellement les plus chauds a pour effet de créer de sérieuses lacunes dans d'autres régions, ce dont les criminels en tout genre savent parfaitement profiter. Cette question n'a été que trop

longtemps considérée comme secondaire. Les interventions parlementaires, comme celle faite par exemple par mon collègue du Conseil national Lukas Reimann, n'ont pas encore été suivies d'effets, mais ont toutefois attiré l'attention sur cette problématique.

Nos pays voisins, à savoir l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Autriche, renforcent tous leurs capacités aux frontières. L'Allemagne le fait en déployant 7000 (!) agents supplémentaires. Ce pays protège donc ses frontières avec 47'000 gardes-frontière, alors que la Suisse dispose actuellement de 2'143 postes dans ce secteur.

Le Cgfr est bien équipé avec 400 systèmes de caméra, des caméras intelli-

gentes, des systèmes de reconnaissance des numéros de plaques minéralogiques ou encore en ayant accès aux drones de l'armée. Cela étant, s'il est certes possible de surveiller sans avoir de dispositif au sol, il est impossible d'intervenir de quelque manière que ce soit. Les moyens techniques ne remplacent nullement le manque de personnel.

Entretemps, des initiatives cantonales émanant de St-Gall, de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville, des Grisons et du Valais ainsi que des gouvernements d'autres cantons frontaliers nous demandent de renforcer le Cgfr. Grâce à l'UDC et au soutien du PLR, du PS et d'une partie du PDC, ma motion demandant le renforcement du Cgfr a été acceptée dans un premier temps par la Commission de la politique de sécurité du Conseil national, puis par le Conseil national, et ce, à une large majorité.

En tant que porte-parole de la Commission, je considère qu'il s'agit là d'un bel exemple de collaboration constructive, interpartis, dans l'intérêt de notre pays. Nous avons impérativement besoin d'autres solutions communes sur des thèmes urgents, ce pour quoi je continuerai à m'engager.

*Barbara Keller-Inhelder
Conseillère nationale
Jona (SG)*



Halte à la tromperie de l'aide sociale !

Les allégations de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), selon lesquelles il est impossible et inhumain de réduire l'aide sociale, sont trompeuses. C'est le contraire qui est vrai. L'UDC s'élève contre cette propagande scandaleuse de Therese Frösch et Felix Wolffers, présidents CSIAS, et leur enjoint de dire enfin la vérité aux contribuables qui doivent payer les folies sociales de cette association. L'aide sociale a été conçue pour offrir un soutien passager à des personnes tombées dans la détresse, mais son but n'est certainement pas d'offrir un revenu confortable et sans condition à certains groupes de la population, notamment les personnes de l'asile, comme c'est le cas aujourd'hui.

La CSIAS fonde ses allégations sur une étude payée par elle. Or, cette enquête est unilatérale, car elle ne thématise qu'une petite partie du catalogue des prestations, c'est-à-dire celles correspondant aux besoins de base, auxquelles ont droit les assistés sociaux. Pour connaître le montant effectif de l'aide sociale, il suffit de s'adresser aux communes. La plupart d'entre elles doivent appliquer les directives CSIAS et connaissent cette réalité.

Voici ce qui correspond effectivement aux directives CSIAS: l'allocation mensuelle de base au comptant est de 986 francs pour un ménage d'une personne et de 2110 francs pour un ménage de 4 personnes. Les assistés sont libres de dépenser cet argent comme ils l'entendent. Nombre d'entre eux s'en servent pour acheter des cigarettes, des équipements électroniques de divertissement ou pour entretenir une voiture (bon marché) avec une place de parc. Mais contrairement à ce que tente de faire croire la CSIAS, les besoins de base ne représentent pas, beaucoup s'en faut, tout ce que touchent les assistés sociaux. Comme il ressort du tableau ci-dessous, une famille de quatre personnes reçoit au total plus de 5000 francs compte tenu notamment du loyer, des primes d'assurance-maladie (LAMal) et desdites « prestations circonstanciées » (par exemple, le dentiste, l'hygiène dentaire, la crèche d'enfants, les ustensiles scolaires, abonnements des transports publics, etc.). Et tout cela exempt d'impôt !

Les prestations nettes de l'aide sociale étant exemptées fiscalement, un père de famille devrait gagner sensiblement plus

Besoin	1 personne	1 personne + 1 enfant	2 personnes sans enfant	2 personnes + 1 enfant	2 personnes + 2 enfants	2 personnes + 3 enfants	2 personnes + 4 enfants
Besoins de base	CHF 986.00	CHF 1509.00	CHF 1509.00	CHF 1834.00	CHF 2110.00	CHF 2386.00	CHF 2662.00
Loyer y compris charges ¹	CHF 1100.00	CHF 1300.00	CHF 1300.00	CHF 1500.00	CHF 1600.00	CHF 1700.00	CHF 1780.00
LAMal adultes	CHF 394.00	CHF 394.00	CHF 786.00	CHF 786.00	CHF 786.00	CHF 788.00	CHF 788.00
AVS/AI	CHF 45.00	CHF 45.00	CHF 45.00	CHF 45.00	CHF 45.00	CHF 45.00	CHF 45.00
LAMal 1 enfant		CHF 85.00	-	CHF 85.00	CHF 85.00	CHF 85.00	CHF 85.00
LAMal 2 enfants					CHF 85.00	CHF 85.00	CHF 85.00
LAMal 3 enfants						CHF 85.00	CHF 85.00
LAMal 4 enfants							CHF 85.00
Prestations circonstanciées ²	CHF 100.00	CHF 200.00	CHF 100.00	CHF 100.00	CHF 300.00	CHF 300.00	CHF 400.00
Revenu mensuel	CHF 2625.00	CHF 3533.00	CHF 3470.00	CHF 4350.00	CHF 5011.00	CHF 5524.00	CHF 6015.00

¹ montant maximal ² valeur moyenne

2) Au titre des « prestations circonstanciées », les communes doivent assumer les prestations suivantes à 100%: dentiste, hygiène dentaire, crèches d'enfants, articles de bébé, meubles, leçons et instruments de musique, accessoires scolaires, assurances, frais d'avocats, émoluments pour les documents publics, abonnements des transports publics, lunettes optiques, frais de déménagement, équipements ménagers, assurance ménage et responsabilité civile, franchises de l'assurance dommages, coûts de l'autorisation de séjour, frais de déplacement pour l'exercice du droit de visite, etc.

s'il faisait un travail payé pour réaliser un tel revenu net. C'est dire que le travail ne vaut tout simplement pas la peine dans ces conditions. Il est parfaitement irréaliste qu'une personne sans formation et sans expérience du travail bénéficie d'un revenu de 6000 francs, voire davantage !

Plus de marge de manœuvre pour les communautés

Conclusion : il n'est pas nécessaire d'injecter encore plus d'argent dans l'aide sociale. Ce qu'il faut, en revanche, c'est renforcer les incitations à travailler et l'autonomie des communes afin qu'elles puissent mieux tenir compte des situations individuelles. Les communes ont besoin d'une plus grande marge de manœuvre pour récompenser les per-

sonnes travailleuses et motivées et pour tenir compte des salariés de plus de 50 ans qui ont de plus en plus de mal à trouver un emploi. A l'inverse, il doit être possible de réduire les tarifs pour les paresseux, pour les individus qui refusent de s'intégrer ainsi que pour les moins de 25 ans, voire de supprimer cette « rente sociale » dans certains cas. Il faut rappeler que l'aide sociale publique est liée à une obligation générale de travailler.

Barbara Steinemann
Conseillère nationale
Watt-Regensdorf (ZH)





19^e Coupe nationale UDC de Jass

avec des conseillers nationaux et aux Etats UDC

Samedi, 23 février 2019

09h45 – 16h00

ouverture des portes à 9h00

Festhalle Willisau LU

Genre de jeu

Chibre avec partenaire tiré au sort.
4 passes à 12 jeux, 48 jeux comptés.

Types de cartes

Cartes françaises et alémaniques.

Prix

Des prix attractifs. Chaque participant reçoit un cadeau. Challenge pour le vainqueur

Concours d'estimation:

1er prix Fr. 300.-

2e prix Fr. 200.-

3e prix Fr. 100.-

Coûts d'inscription

- Coûts d'inscription: Fr. 30.-
Le montant d'inscription sera versé à l'entrée
- Repas de midi: Fr. 25.-
Bons en vente à la caisse vers l'entrée

Participants

Tous les politiciens UDC, membres de l'UDC, sympathisants de l'UDC et amateurs de Jass sont cordialement invités à cette sympathique manifestation.

Inscription

Pour faciliter notre organisation, nous vous prions de vous annoncer le plus rapidement possible avec le talon ci-dessous, par courriel, par courrier postal ou par fax (nombre de places limité). Suite à votre inscription, vous recevrez une confirmation par poste, incl. les détails et un plan de situation.

Date limite d'inscription: 15 février 2019

Organisation

L'UDC Willisau sous la direction du président du groupe Willi Knecht et du conseiller national Felix Muri. Directeur du tournoi: Fabian Cadonau.



Talon d'inscription

Je m'inscris à la 19^e Coupe nationale UDC de Jass du samedi 23 février 2019:



Cartes françaises



Cartes alémaniques



Egal

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

NP Lieu: _____

Tél.: _____

Courriel ou fax: _____

Inscription jusqu'au 15 février 2019 au:
Secrétariat général UDC, Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 300 58 58 - Fax 031 300 58 59 - Courriel: anmeldung@svp.ch